

BANQUET SOCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT { Un an. 12 fr.
Six mois. 6
Trois mois. 3 } **Journal du XII^e Arrondissement.**

Tout ce qui concerne la Rédaction ou les Annonces doit être adressé franco au bureau du Journal, place MAUBERT, 9.

Sommaire : Avis important. — Semez et vous récolterez. — Béranger et les élections. — Les droits imposent des devoirs. — Le comité central. — XII^e arrondissement. — Actes officiels du gouvernement provisoire. — Révolution européenne. — Faits divers. — Dons patriotiques.

Paris, 1^{er} avril.

Avis important.

L'Assemblée générale des Actionnaires a pris, samedi, 51 mars, dans l'intérêt du journal, la délibération suivante, sauf ratification d'une nouvelle assemblée, qui aura lieu lundi, 5 avril, à deux heures précises, au bureau du journal, place Maubert, 9.

Art. 1^{er}. La publication du journal le BANQUET SOCIAL se fera, à partir du dimanche 2 avril, les dimanche, mardi et jeudi.

Art. 2. Le prix d'abonnement sera fixé aux conditions suivantes. — Un an : 12 francs. — 6 mois : 6 francs. — 3 mois : 3 francs.

Art. 3. Les abonnements déjà souscrits seront prolongés du double, ou la différence sera remboursée au bureau du journal.

L'Assemblée générale de lundi prochain a pour but de former un comité de direction et de nommer un administrateur-gérant.

Nous prions instamment les citoyens actionnaires de ne pas manquer de venir à cette assemblée.

Semez, et vous récolterez !

L'humanité a ses phases parfaitement distinctes, des devoirs et des attractions diverses dans chacune d'elles.

L'histoire appelle ces phases périodes, et ses annales font foi des différences de travaux qui soutiennent leur vitalité.

Remontons de quelques anneaux la chaîne séculaire du passé en France. Ainsi, par exemple, commençons à la sublime époque de la régénération du pays, aux jours où le peuple a senti, pour la première fois, battre énergiquement son cœur pour la liberté, et ses bras de fer se roidir pour démolir les trônes, commençons à 1789 !

De 1789 à 1848, que voyons-nous ?

A part les mutations politiques, les successions de gouvernement, les bouleversements de formes, nous trouvons deux caractères bien tranchés dans les tendances sociales.

De 1789 à 1815, gloire, ambition, vie extérieure, GUERRE.

De 1815 à 1848, calme, repos, vie intérieure, PAIX.

Dans la première phase, les questions de production s'effacent devant l'esprit de conquêtes.

Dans la seconde, la puissance d'activité qui agite sans cesse l'homme, ne cherchant plus à se développer par la lutte armée, fatiguée qu'elle est de s'y être employée pendant vingt-cinq ans, s'applique à un nouvel ordre de travaux : elle se fait industrielle.

La France a beaucoup fait pendant cette période ; mais elle a oublié, en cherchant à s'enrichir par l'industrie, qu'elle possédait une seconde mine de trésors sans laquelle la première ne tarderait pas à l'épuiser ; elle a oublié que cette mine opulente devait être exploitée au plus vite. Cette mine c'est le sol même de la France, sol fécond qui ne demande qu'à produire, et qui, malheureusement trop négligé, depuis longtemps, est bien loin de fournir à la consommation, les richesses qu'en ferait surgir un travail actif, régulier, général.

Ce qu'il faut faire découle évidemment de ce qu'on n'a pas fait.

La nouvelle phase où nous venons d'entrer triomphalement, par une des plus belles victoires que la justice ait jamais remportée sur l'arbitraire, doit donc être, pour compléter la force du pays, agricole-industrielle.

Oui, dès ce jour, peuplons de travailleurs nos campagnes, que le mouvement exclusivement industriel des jours mauvais que nous venons de passer, faisait abandonner pour le séjour des villes. Reprenons avec le courage d'une sainte espérance, nos charrues délaissées, et bientôt les sillons et les coteaux se couvriront d'épis et de grappes.

La Gaule était jadis célèbre entre les peuples de l'Europe antique pour ses blés, ses vignes et ses grands chènes. C'était aux jours de sa liberté !

Depuis, hélas ! l'esclavage l'avait appauvrie.

Les Romains d'abord, puis successivement trois longues dynasties avaient tenu captif le peuple libre, le grand peuple.

Le joug a pesé dix-huit cents ans sur le front de notre patrie.

Mais à présent qu'elle a relevé la tête, à présent qu'elle a reconquis sa liberté des vieux jours, qu'elle reprenne aussi sa fécondité glorieuse.

Elle a perdu par l'esclavage les insignes de sa force : ses grandes forêts étaient sa chevelure ; on l'a rasée comme les vainqueurs Romains faisaient autrefois de leurs vaincus. Eh bien, puisque aujourd'hui l'épée du maître n'allourdit plus injustement un des fléaux de la balance ou se pèse ses destinées, elle peut, elle doit laisser renaître, comme l'esclave affranchi, les marques de sa liberté !

A l'œuvre donc, travailleurs nos frères, légion sacrée sur laquelle maintenant la France, notre mère commune, se confie ; à l'œuvre, préparez la richesse d'un avenir prochain ! Tandis que, retenus dans les cités, quelques-uns de vos frères alimenteront les sources de l'industrie manufacturière, partez, vaillants soldats de la paix, allez détrôner, à force de travaux, le hideux fantôme de la misère, que la République n'a pas encore eu le temps de renverser.

Laborieux colons, le sol désert et nu vous attend pour s'offrir à votre conquête ; le tribut immense que vous en recevrez vous paiera au centuple de vos peines.

Ensemencez les vallées, reboisez les montagnes, endiguez les fleuves, canalisez les rivières, remuez la terre des coteaux ; que le sol se couvre par la baguette d'or du travail, de moissons, et de feuillage de fleurs, que des troupeaux sans nombre repeuplent les pâturages, et la France, déjà aujourd'hui la première des nations par sa gloire, sera encore la première par sa richesse et le bien-être de ses enfants.

GEORGES OLIVIER.

Nous publions dans le numéro de ce jour une circulaire de notre immortel Béranger aux électeurs du département de la Seine. Le poète qui a eu des voix dans sa lyre pour chanter toutes les gloires et tous les malheurs de la France, le prophète qui a tant de fois prédit nos destinées et qui naguères encore menaçait avec un juste pressentiment de l'avenir les têtes couronnées du déluge, Béranger, que des vœux unanimes désignaient pour candidat à la représentation nationale, Béranger, le républicain pur et fort, refuse de siéger à l'assemblée constituante.

Le véritable génie est toujours modeste ; il évite le triomphe, il en a peur. Mais il est du devoir de ceux qui l'admirent de ne pas céder trop promptement à ses craintes naïves, et de le contraindre à accepter pour la gloire du pays les honneurs dont il ne veut pas pour sa propre gloire.

G. O.

Les droits imposent des devoirs.

Chez les peuples soumis au joug du despotisme, dans les contrées où règne le pouvoir monarchique, là où il y a des esclaves ou des sujets, mais pas de citoyens, les hommes, dépouillés de leurs droits et de leur liberté, obéissent en troupeau aveugle à des prescriptions arbitraires, puisant leur sanction dans la force : ils subissent, endormis dans une insoucieuse ignorance, des lois imposées par le caprice ou l'intérêt des gouvernants.

Que leur importent la moralité de ces lois, la légitimité de leur existence, leur utilité gouvernementale ?

Ces lois ! ils n'ont pas concouru à leur confection, ils ne les ont pas consenties, ils les connaissent à peine ; ils sont donc fondés à éluder leur action, à se dérober à toute obligation qui les gêne : la ruse et le mensonge trouvent leur excuse dans la contrainte.

Dans un pays où les institutions sont basées sur la liberté, quand chaque citoyen possède sa part d'autorité,

le respect absolu de la loi est un sentiment saint et auguste dont chacun doit être pénétré, sa violation une trahison honteuse et sacrilège. Dans un tel pays la loi est vivante, tout homme est magistrat, sa conscience est un tribunal ; il se doit à lui-même, il doit à son pays de l'entourer de toute la lumière possible : admissible à toutes les fonctions, il doit se préparer dignement pour être à la hauteur de toutes ; car les droits dont il est investi lui imposent une responsabilité égale à leur étendue.

Naguères sujets d'une monarchie, une glorieuse révolution nous élève tout à coup à la dignité de citoyen ; sachons comprendre et remplir les nobles et difficiles devoirs qui résultent d'un tel titre ; que notre pensée, que notre conduite répondent à la hauteur de notre nouvelle situation.

Demandons à l'étude, à la méditation, la solution des immenses problèmes que tous nous sommes appelés à résoudre.

Que les grandes doctrines renfermées dans ces mots : morale, ordre, travail, trouvent en nous de fervents apôtres, prêchant sans cesse et par la parole et par l'exemple.

Que la France, enfin, justement fière et du sage et fécond patriotisme de ses enfants, les présente avec orgueil à l'univers comme modèles de toutes les vertus civiques.

C. A. S.

Le comité central des élections existait déjà sous la monarchie. Il était formé d'électeurs de l'opposition qui s'étaient groupés d'eux-mêmes, sans mandat, sans élection.

Cela pouvait être ainsi sous la monarchie, où le suffrage universel n'était pas reconnu.

Mais il nous semble illogique d'admettre dans un gouvernement républicain, c'est-à-dire de tous par tous, un comité central composé d'après les principes abolis.

Or, c'est pourtant ce qui arrive.

Le comité central actuel n'est pas autre chose que l'ancien qui a servi de noyau à une plus grande réunion d'électeurs, et ces électeurs sont venus y prendre place, comme ceux d'autrefois, sans mandat, sans élection.

Ce mode de formation n'est pas réellement républicain. Voici comment nous comprenons la composition d'un comité véritablement central.

Chaque arrondissement compte un certain nombre de clubs.

Eh bien ! dans chacun de ces clubs aurait dû se faire l'élection d'un certain nombre des délégués.

La réunion des délégués de ces clubs aurait formé un comité central pour chaque arrondissement.

La réunion des douze comités des douze arrondissements aurait formé le comité central de Paris.

La banlieue aurait également envoyé ses délégués d'après le même mode, et le département de la Seine aurait eu un vrai comité central représentant de tous, puisqu'il aurait été élu par tous.

G. O.

XII^e Arrondissement.

BANQUET HISTORIQUE DU XII^e. — Comme certains ambitieux cherchent à se dorer du titre de commissaires du banquet réformiste qui a été la cause immédiate et principale de la Révolution de 1848, comme il est bon de mettre la crédulité des citoyens en garde contre des vanteries mensongères, nous croyons utile de publier les noms des véritables commissaires, de ceux qui ont accepté jusqu'au bout le défi porté par l'ex-ministre Duchâtel. Les voici :

Les citoyens Delestre, Cailloux, Gobert, Vayron, Dumesnil, Ernest Amyot, J.-B. Bocquet, Méry, Bailly, Gillet, Drouot, Ravinet, Courtais, Louis Crin, Hennequin, Detalle, d'Heurle père, Hélitasse, Collet.

S'il nous est échappé quelques noms dans cette liste, nous prions ceux qui auraient des réclamations à faire de nous les adresser. — Nous n'avons pas cru devoir nommer les citoyens qui avaient donné leurs démissions avant le 24 février.

CLUB DU BANQUET. — A la séance du vendredi 50 mars, le citoyen d'Alton-Shée a fait à ce club une brillante pro-

fession de foi. Des applaudissements nombreux ont suivi le discours républicain, et le club a promis, par acclamations à l'orateur d'appuyer sa candidature. Nous applaudissons sans réserve aux vœux de l'assemblée : le nom du citoyen d'Alton-Shée est digne de figurer à côté de celui du citoyen Delestre, en tête des listes de scrutin du XII^e arrondissement.

CLUB DES INTÉRÊTS DU PEUPLE. — Cinq délégués ont été élus dans ce club pour concourir à former un comité central : ce sont les citoyens Ansart, Duvivier, Mourase, Vauquelin, Boudin.

— Les négociants de l'entrepôt général des liquides, et les nombreux ouvriers tonneliers qui travaillent dans ce bel établissement, ont voulu donner au conservateur, le citoyen Sari, porte-drapeau du 5^e bataillon de notre légion, un témoignage éclatant de leur sympathie pour son patriotisme et le dévouement dont il a fait preuve au moment de notre révolution de Février.

Voici la lettre que les ouvriers tonneliers ont adressé aux membres du Gouvernement provisoire :

Messieurs,

Témoins du dévouement que le citoyen Sari, conservateur de l'entrepôt général des liquides, a montré au moment de la révolution, pour empêcher, de concert avec nous, que le plus bel établissement de notre ville ne devint la proie des flammes ou ne fût envahi par des individus malveillants, nous nous sommes empressés de nous mettre à sa disposition dès le 23 février, pour organiser un service de sûreté que nous avons continué jusqu'à ces jours derniers. Pendant tout ce temps, le citoyen Sari n'a cessé de veiller avec nous, et nous avons eu en lui toute la confiance que méritaient son patriotisme et son zèle.

Dans ces circonstances, nous tous, tonneliers de l'entrepôt et du port annexe, voulant donner une preuve éclatante de notre estime et de notre confiance pour le citoyen Sari, nous venons prier le Gouvernement provisoire de confirmer dans son poste un administrateur patriote qui depuis sept ans est à la tête de notre établissement, et que nous avons constamment vu défendre les intérêts du commerce et les nôtres, et provoquer les améliorations qui ont fait de notre entrepôt un établissement modèle.

Nous avons l'honneur, Messieurs, de vous saluer avec respect.

Les ouvriers de l'entrepôt et du port annexe.
(Suivent plus de cinq cents signatures.)

La lettre des commerçants est conçue dans ces termes :

Aux Membres du Gouvernement provisoire.

Citoyens,

Un bruit sourd circule et nous alarme. On dit que le Gouvernement provisoire se dispose à remplacer le conservateur de l'Entrepôt, le citoyen Sari.

Une telle mesure serait une affliction pour nous et nous paraîtrait une injustice.

Citoyens, nous aimons comme vous les hommes de la veille, surtout quand ils ont donné des preuves non équivoques de patriotisme et de dévouement.

Le citoyen conservateur a toujours rempli son mandat fidèlement et paternellement. Nous l'estimons, pourquoi le frapperiez-vous ?

Son passé répond de son avenir. Il a toujours été patriote inébranlable, aux risques de sa vie, aux dépens de sa fortune. Sous l'Empire, sous la Restauration, sous la royauté déchue, dans ces temps de doute et de danger où tant de consciences composaient, il est resté fidèle à son premier drapeau et n'a jamais été parjure.

Récemment, aux journées victorieuses de Février, il est resté ferme, vigilant, à son poste de l'Entrepôt, sans emploi de la force, grâce à la confiance dont il a été entouré ; pas un désordre, pas un dégât n'a été commis, car la voix de la raison et l'autorité de l'estime sont les seules armes qui puissent contenir un peuple libre et fort.

Salut et fraternité.

(Suivent plus de deux cents signatures.)

Actes officiels du Gouvernement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Citoyens,

La révolution de Février a affranchi notre belle patrie.

La France républicaine n'a rien à redouter ; mais elle doit se mettre en mesure de pourvoir à toutes les éventualités de l'avenir, elle doit veiller à ce que le drapeau que le peuple français vient de lever reste au-dessus de toutes les atteintes. La garde nationale et l'armée, unies dans un même sentiment, ont cette noble tâche à remplir.

Le Gouvernement provisoire a voulu que les rangs de l'armée s'ouvrirent à l'ardente jeunesse entraînée vers elle par le sublime élan du patriotisme.

En conséquence,

Il a affranchi les enrôlements volontaires des entraves d'une durée trop prolongée du service militaire.

Il a décrété :

Art. 1^{er}. Tout Français sera reçu à contracter, dans l'arme de son choix, un engagement volontaire ; la durée de cet engagement pourra n'être que de deux ans.

Art. 2. Dans aucun cas, les engagés volontaires ne pourront être envoyés en congé sans leur consentement.

Art. 3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil du Gouvernement, le 31 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est formé, près du ministère de l'agriculture et du commerce, un conseil supérieur de perfectionnement des manufactures nationales des Gobelins, Beauvais et Sévres.

Art. 2. Ce conseil a pour mission de rechercher et de proposer toutes les réformes à opérer dans le régime actuel des dites manufactures, sous le double rapport industriel et artistique.

Art. 3. Sont nommés membres du conseil supérieur de perfectionnement des manufactures nationales des Gobelins, Beauvais et Sévres : MM. Paul Delaroche, peintre d'histoire ; Klagmann, sculpteur ; Séchant, architecte peintre ; Feuchère, architecte ; Badin, administrateur des manufactures nationales des Gobelins et de Beauvais ; Ebelen, administrateur de la manufacture nationale de Sévres ; Diéterle, artiste en chef de la manufacture nationale de Sévres ; Chevreul de l'Institut, directeur des travaux de teinture des manufactures nationales des Gobelins et de Beauvais ; H. Fleury, chef du cabinet, faisant fonctions de secrétaire général de l'agriculture et du commerce.

Art. 4. Le conseil supérieur de perfectionnement des dites manufactures nationales élira dans son sein un président.

Art. 5. M. Cherubini, sous-chef du bureau des manufactures nationales au ministère de l'agriculture et du commerce, remplira près du conseil supérieur de perfectionnement les fonctions de secrétaire.

Paris, le 30 mars 1848.

BETHMONT.

Paris, le 29 mars 1848.

Citoyens,

Les dons patriotiques affluent à l'Hôtel-de-Ville. Chaque jour, tous les corps-d'état rivalisent d'abnégation et de générosité. Des ouvriers qui peuvent à peine, par de trop rares travaux, nourrir leurs familles, savent encore prélever de civiques offrandes sur un salaire insuffisant. La pauvreté même, oubliant ses besoins, se fait un devoir et un bonheur d'une privation nouvelle, quand il s'agit de subvenir aux besoins de la République, notre mère commune.

Citoyens, vous donnez au monde un sublime exemple ! L'Hôtel-de-Ville, ce palais du peuple, en est tous les jours le silencieux témoin ; mais si votre modestie veut cacher ces héroïques vertus, le Gouvernement provisoire doit les révéler à la France et à l'Europe, qui vous contemplent !

La monarchie brisée par vous en février avait corrompu bien des âmes ; mais le mal n'a point pénétré jusqu'au cœur de la nation. Citoyens, vous le prouvez tous les jours. Il est beau de combattre et de vaincre pour la Liberté ; il est encore plus beau de fonder la Liberté sur l'inébranlable base d'un désintéressement et d'un patriotisme que ne découragent point les épreuves les plus poignantes.

Citoyens, le Gouvernement provisoire doit le proclamer hautement : la France est fière de vous, et la République, appuyée sur des cœurs tels que les vôtres, peut regarder sans crainte son avenir.

Citoyens, au nom de la patrie, au nom de la France, au nom de l'humanité, le Gouvernement provisoire vous remercie.

DÉCRET.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant qu'il importe de régulariser les dons volontaires offerts spontanément par les citoyens généreux ;

Qu'il est nécessaire de donner à cette œuvre patriotique toute la solennité qu'inspirent à la fois et la situation présente et la reconnaissance méritée par le dévouement,

Arrête :

1^{re} Une commission est instituée pour recevoir et organiser les dons volontaires et patriotiques offerts à la patrie.

2^e Cette commission sera l'organe de la reconnaissance publique envers les citoyens qui ont déjà donné l'exemple des sacrifices.

3^e Elle prendra toutes les mesures nécessaires pour que ces sacrifices soient connus et honorés.

4^e La commission est composée comme il suit : Le citoyen Lamennais, président ; les citoyens Béranger, vice-président ; Littré, membre de l'Institut ; Ch. Thomas, secrétaire.

Ils pourront s'adjoindre d'autres citoyens pour compléter la commission.

Fait à Paris, en conseil de gouvernement, le 13 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

La commission des dons et offrandes à la patrie fera connaître, mardi matin, 4 avril, par la voie des journaux et par des placards officiels dans Paris, toutes les mesures qu'elle aura prises pour répondre au dévouement des citoyens, et justifier la confiance du Gouvernement provisoire.

— Le Gouvernement provisoire,

Vu le décret qui ordonne la réorganisation de l'artillerie de la garde nationale parisienne ;

Vu le rapport du général chef d'état-major ;

Décète :

1^{re} L'organisation de l'artillerie de la garde nationale parisienne aura lieu conformément aux dispositions du rapport annexé au présent décret ;

2^e L'état-major de la légion d'artillerie sera placé dans le bâtiment connu sous le nom de *bâtiment du Temple* ;

3^e Les bâtiments seront en outre disposés de manière à ce qu'on puisse y faire des cours gratuits de physique, chimie, mécanique, géométrie descriptive, dessin linéaire, et tout autre enseignement destiné à la population ouvrière ;

4^e Le maire de Paris est chargé de l'exécution du présent décret.

Le ministre de l'intérieur au citoyen commissaire du Gouvernement provisoire dans le département de

Paris, le 30 mars 1848.

Citoyen commissaire, le décret du Gouvernement provisoire en date du 26 de ce mois, qui reporte au 23 avril l'époque des élections des représentants du peuple à l'Assemblée nationale constituante, fixée précédemment au 9 avril, nécessitait des modifications aux dispositions de l'instruction du 8 mars, quant aux époques assignées pour les opérations relatives à la confection des listes d'électeurs (art. 9 et 10) et au vote des électeurs faisant partie des armées de terre et de mer (art. 38).

Les modifications relatives à la formation des listes ont fait l'objet d'un arrêté du Gouvernement provisoire, en date du 27 mars, qui a été publié au *Moniteur* du 28, et dont vous trouverez le texte à la suite de la présente circulaire.

L'article 9 de l'instruction du 8 mars portait que la liste dressée dans chaque commune par le maire serait close le 26 de ce mois, et déposée pendant cinq jours à la mairie, pour que, pendant ce temps, les citoyens pussent en prendre communication et réclamer, s'il y avait lieu, contre l'omission de leur nom. La liste rectifiée devait être transmise le sixième jour, c'est-à-dire le 31 mars, au maire du chef-lieu de canton (art. 10), et les réclamations faites ultérieurement devaient être jugées, jusqu'au 8 avril, par le conseil municipal de ce chef-lieu.

Suivant l'arrêté du 27 mars, les listes seront publiées le 15 avril ; elles seront rectifiées dans les cinq jours suivants, et closes, dans les mairies, le 20 avril, à minuit.

Il résulte de ce texte que le dernier paragraphe de l'art. 9 et le deuxième paragraphe de l'art. 10 de l'instruction du 8 mars ne peuvent plus recevoir d'exécution, et sont, par le fait, abrogés.

La confection de la liste des électeurs appartient donc exclusivement à la municipalité de chaque commune.

Je vous invite, citoyen commissaire, à publier immédiatement un avis qui fera connaître ces changements.

Il devra annoncer que l'époque d'après laquelle sont établies les conditions de temps qui donnent droit à l'inscription sur la liste électorale est celle du 23 avril, et non plus celle du 9. Par conséquent, devront y être inscrits les Français nés avant le 23 avril 1827, et jouissant des droits de citoyen.

La condition de six mois de résidence (circulaire du 21 mars) devra également être calculée par rapport au 23 avril 1848, sauf les exceptions mentionnées aux paragraphes 4 et 5 de l'article 5 de l'instruction du 8 mars.

Les listes qui auront été dressées dans les communes pour être déposées aux mairies devront être revues et complétées, et les exemplaires déjà déposés ne serviront plus que comme simples documents.

Le maire aura soin d'inscrire les jeunes citoyens qui accompliront leur vingtième année du 9 au 22 avril. Ces fonctionnaires ne devront pas perdre de vue que, pour que le principe du vote universel reçoive une exécution sincère et complète, il faut que l'autorité municipale inscrive d'office tous les habitants qui, à sa connaissance, réunissent les conditions desquelles résultent la qualité de citoyen français, c'est-à-dire tous ceux à l'égard desquels elle ne connaît aucune des causes d'incapacité mentionnées aux articles 2, 3, 4 et 5 de l'instruction du 8 mars.

De plus, les maires devront provoquer les demandes en inscription de la part de ceux particulièrement qui, par leur position, sous les rapports de l'âge, de l'origine, de la résidence, etc., pourraient avoir à craindre que leur capacité électorale ne fût pas notoirement établie.

Ce n'est que par ces moyens que l'on parviendra à donner aux listes publiées le 15 avril le plus grand degré d'exactitude. Et ce résultat importe beaucoup pour réduire autant que possible le nombre des réclamations et des rectifications dans les cinq jours suivants.

Je me réfère, quant au travail des maires et au concours des conseillers municipaux, à ma circulaire du 12 mars, pages 4 et 5.

Après que la liste aura été close, le 20 avril, elle devra être envoyée le 21, avec la plus grande célérité possible, au maire du chef-lieu de canton. Ce point est de la plus haute importance, et vous devrez donner, à cet égard, des instructions spéciales.

Suivant ma circulaire du 12 mars, page 5, le maire de chaque commune devait vous informer, le 31 mars ou le 1^{er} avril, qu'il avait terminé son travail, et vous faire connaître le nombre d'électeurs de sa commune.

Ces renseignements seraient trop tardifs le 21 avril. Mais pour vous rendre compte par avance, du moins autant que possible, de l'importance numérique des listes électorales des diverses communes, vous pourrez inviter les maires à vous la faire connaître approximativement du 10 au 15 avril.

L'article 38 de l'instruction du 8 mars fixait au 30 de ce mois l'envoi des résultats des votes émis par les militaires et marins en activité de service. Pour l'accomplissement de cette disposition. Il était nécessaire que les élections eussent lieu du 27 au 29 mars. L'époque de ces élections a été reportée au 15 avril et jours suivants, et l'envoi des procès-verbaux au 18 avril.

Des instructions à cet effet ont été données par mes collègues les ministres de la guerre et de la marine, et même transmises par la voie du télégraphe dans la journée du 27 mars.

L'exécution de l'art. 9 du décret du 5 mars, qui porte que les électeurs voteront tous au chef lieu de chaque canton, et de l'art. 18 de l'instruction du 8 mars, qui n'admet qu'une seule assemblée électorale par canton (à l'exception des arrondissements de la ville de Paris), présenterait d'assez grandes difficultés, dans certains cantons, à raison du nombre très considérable d'électeurs qu'ils renferment. Le gouvernement provisoire a donc reconnu la nécessité d'autoriser les commissaires de département à partager en plusieurs sections les assemblées électorales des cantons dont la population totale dépasse 20,000 habitants. Plusieurs d'entre eux comprennent seulement des villes ou des portions de ville ;

d'autres renferment des communes rurales.

Les sections qui seront formées ne devront pas comprendre, en général, moins de mille électeurs chacune, et se composeront d'électeurs appartenant à des quartiers voisins d'une même ville ou à des communes voisines, ou même à une seule commune.

Si le chef-lieu d'un canton qui renferme des communes rurales offre des locaux en nombre suffisant, les diverses sections de l'assemblée cantonale se réuniront au chef-lieu, suivant le principe général établi par l'art. 9 du décret du 5 mars.

Dans le cas contraire, et par mesure exceptionnelle qu'il importe de restreindre autant que possible, vous pourrez grouper des communes voisines pour en former une ou plusieurs sections, qui se réuniront dans la commune la plus centrale ou la plus importante de la circonscription sectionnaire.

Vous aurez à me transmettre, citoyen commissaire, les arrêtés que vous aurez pris pour former des sections et pour déterminer les communes où se tiendront les assemblées sectionnaires appelées à voter ailleurs qu'au chef-lieu de canton.

La présidence des sections appartiendra, dans les chefs-lieux de canton, aux suppléants du juge de paix, et, à leur défaut, aux maires et adjoints, et, dans les autres communes, au maire ou à l'adjoint.

Les scrutateurs seront pris parmi les conseillers municipaux, et, en cas d'insuffisance de nombre, par des citoyens que le conseil municipal donnera, selon la disposition de l'art. 18, paragraphe 2 de l'instruction du 8 mars.

Le dépouillement des votes aura lieu dans chaque section, et le recensement des votes des diverses sections se fera au chef-lieu de chaque canton par le bureau de la section centrale présidé par le juge-de-paix.

Je vous invite, citoyen commissaire, à m'accuser réception de la présente circulaire, et à me rendre compte de la suite que vous y aurez donnée.

Salut et fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur, LEDRU-ROLLIN.

Une circulaire du ministre de la guerre vient de tracer la marche à suivre pour l'exécution en ce qui concerne l'armée, du décret du 5 de ce mois, relatif aux élections générales.

Cette circulaire a fait connaître en même temps les époques qui avaient été primitivement fixées, tant pour la publication des listes que pour la réunion des assemblées et la transmission des résultats des votes aux commissaires des départements.

Mais, par suite de l'ajournement des élections, il était nécessaire d'accorder aux assemblées militaires, comme aux assemblées civiles, de nouveaux délais pour la clôture des diverses opérations. En conséquence, il vient d'être arrêté que, dans chaque lieu de garnison, les listes électorales resteront ouvertes jusqu'au 14 avril inclus, que la réunion des assemblées aura lieu du 15 au 18, et que les résultats des scrutins seront transmis le 18, au plus tard, aux commissaires des départements.

Au moyen de cet ajournement, les électeurs militaires auront le temps de connaître les noms des candidats qui se seront présentés dans les départements respectifs; de plus, il pourra être procédé avec maturité à chacune des opérations électorales; et, quant à la transmission des résultats, le délai du 18 au 23 avril permettra certainement d'assurer l'arrivée de chaque envoi à sa destination en temps opportun, quel que puisse être d'ailleurs l'éloignement du point de départ.

Pour la Corse, l'époque de l'envoi des résultats des scrutins restera fixée au 10 avril.

Le Gouvernement provisoire:

Considérant que le mode actuel de perception du droit sur les boissons est éminemment vexatoire et onéreux;

Considérant que l'exercice est attentatoire à la dignité des citoyens qui s'adonnent au commerce des boissons;

Considérant que la forme injurieuse de cet impôt constitue une excitation perpétuelle et comme une excuse à la fraude;

Considérant qu'il en résulte les plus graves dommages pour le commerce, pour l'industrie, pour la santé des travailleurs et même pour leur vie;

Considérant que cette forme d'impôt, léguée à la République par les trois derniers Gouvernements contre-révolutionnaires, est incompatible avec les nouvelles institutions politiques et sociales que la France veut fonder et maintenir; Voulant introduire l'esprit de justice jusque dans la fiscalité;

Décète:

Art. 1^{er}. A partir du 15 avril prochain, sera supprimée la perception des droits de circulation et de détail sur les vins, cidres, poirés et hydromels, ainsi que celle du droit de détail sur les alcools, esprits et liqueurs.

En conséquence, les exercices cesseront d'avoir lieu dans le débit des boissons.

Art. 2. A la même époque, il sera perçu, en remplacement et conformément au tarif ci-annexé, un droit général de consommation sur les vins, cidres, poirés et hydromels, ainsi que sur l'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits et liqueurs à destination, tant des débiteurs que des consommateurs.

Art. 3. Les liqueurs en cercle ou en bouteille seront imposées comme alcool pur, à raison de 35 p. 100 de leur volume.

Art. 4. le droit de consommation sera payable à l'enlèvement des boissons ou à leur arrivée à destination.

Dans le premier cas, le déclarant sera tenu de se munir d'un congé, et, dans le deuxième, d'un acquit à caution.

Art. 5. Toutes les formalités de la circulation des boissons actuellement existantes sont maintenues pour assurer la perception du droit de consommation.

Art. 6. A l'avenir, la fraude, en matière de boisson, sera assimilée au vol et passible des mêmes peines.

Art. 7. Les propriétaires qui voudront vendre en détail les boissons provenant de leur récolte seront tenus d'en faire préalablement la déclaration au bureau de la régie, et de faire connaître les quantités qu'il auront en leur possession.

Ces boissons seront inventoriées, et il sera procédé à des récolements pour constater les quantités vendues et les soumettre aux droits généraux de consommation.

Il sera fait sur les quantités vendues une déduction de 5 0/0 pour consommation de famille, mouillage et coulage.

Art. 8. Dans les communes ayant un octroi dont la perception est faite aux entrées, le conseil municipal pourra demander que les formalités à la circulation soient supprimées dans l'intérieur, et que la perception des droits d'entrée et de consommation soient faites cumulativement aux entrées avec celles de l'octroi.

Dans ce cas les débiteurs de boissons qui réclament l'entrepôt seront soumis aux mêmes visites et vérifications que les marchands en gros.

Art. 9. Des débiteurs de boissons qui voudraient n'acquiescer le droit de consommation qu'après la vente pourront obtenir l'entrepôt.

Dans ce cas, il sera tenu par les employés un compte d'ordre d'entrées et de sorties dont la balance, lors des recensements et inventaires, fera connaître les quantités à soumettre aux lois.

Il sera fait déduction sur ces quantités de 3 0/0 de consommation de famille.

Art. 10. Sont abrogées toutes dispositions des lois, ordonnances et règlements antérieurs contraires à celle du présent décret.

Art. 11. Au moment où sera mise en vigueur la perception du nouveau droit général de consommation, les comptes des marchands en gros, débiteurs, bouilleurs, distillateurs, liquoristes et entrepositaires, seront réglés et arrêtés, et les droits dus seront acquittés d'après les tarifs actuels.

Les quantités restantes seront assujetties immédiatement aux droits généraux de consommation, à moins que le redevable ne réclame l'entrepôt.

Art. 12. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des Lois*.

TARIF DU DROIT GÉNÉRAL DE CONSOMMATION.

(Annexe au décret du 31 mars 1848.)

Taxe par hectolitre (en principal) sur les vins en cercles et en bouteilles, à destination des départements.

Droit général de consommation: 1^{re} classe, 1 fr. 25 c.; 2^e classe, 2 fr. 50 c.; 3^e classe, 3 fr. 50 c.; 4^e classe, 5 fr. Cidres, poirés et hydromels, 1 fr. 25 c.

Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en bouteille, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie, 34 fr.

Les classes des départements sont les mêmes que celles qui sont fixées dans le tableau annexé à la loi du 12 décembre 1830.

Révolution Européenne.

ALLEMAGNE. — MODIFICATION DU MINISTÈRE PRUSSIE.

— Une dépêche télégraphique de Berlin, en date d'hier, annonce que M. le comte d'Arnim a demandé et obtenu la démission de ses fonctions de président du cabinet formé à la suite des événements du 18 mars, et que MM. Camphausen (de Cologne) et Haussemrun (d'Aix-la-Chapelle) sont entrés au ministère.

Voici la réponse du roi à la pétition présentée par les députés des villes rhénanes:

« L'adresse qui m'a été présentée par une députation de dix-huit villes rhénanes trouve, dans ses points principaux, sa réponse dans celle que j'ai faite aux députations des villes de Breslau et de Liegnitz, et qui a été publiée le 22. En ce qui concerne la présentation à la Diète, qui se réunira sous peu de jours, d'un projet de nouvelle loi électorale, sur la base de laquelle l'élection immédiate et la convocation de la représentation du peuple prussien aura lieu sans retard, je crois avoir donné une réponse satisfaisante à tous les vœux exprimés dans l'adresse, par la résolution d'une représentation du peuple, afin de pouvoir agir d'autant plus sûrement que les propositions faites d'un autre côté seront aussi examinées.

« Le manque de confiance envers quelques membres du ministère, exprimé dans l'adresse, m'engage à vous faire la déclaration suivante: Plus ferme est ma résolution, plus sûre est ma persuasion de la nécessité indispensable de ne m'entourer que de conseils, qui, responsables de la représentation du peuple, jouissent de son entière confiance, plus je tiens à laisser décider les voix des organes légaux qui pourront être entendues dans peu de temps, d'abord dans la Diète réunie, ensuite par la représentation du peuple qui va être formée.

« C'est ma volonté sérieuse de marcher promptement et décidément, mais pacifiquement et avec réflexion, vers le but par lequel seul sera garantie la durée pour l'avenir des grandes institutions d'un Etat. J'invite mes fidèles villes rhénanes à me soutenir dans l'exécution de mon projet.

« Postdam, 28 mars 1848.

« FRÉDÉRIC-GUILLAUME. »

On écrit de Berlin, le 27 mars:

« La légion polonaise qui s'était formée ici a cessé aujourd'hui son service parce qu'elle va partir pour Posen. Son départ précipité a été occasionné par l'Etat des affaires à Varsovie. »

ITALIE. — Proclamation du Gouvernement provisoire de Milan.

« Nous avons vaincu, nous avons fait fuir l'ennemi épouvanté de notre valeur et de sa propre lâcheté. Mais dispersé dans nos campagnes, errant comme une troupe de bêtes fauves, réuni en hordes de pillards, il nous conserve encore les horreurs de la guerre, sans nous en donner les émotions sublimes.

« Il faut donc que les armes prises par nous pour la dé-

fense de la patrie ne soient pas déposées avant que l'ennemi ne soit chassé au-delà des Alpes; le prince généreux qui associe ses braves soldats à l'entreprise commune l'a juré avec nous; toute l'Italie l'a juré. Cela sera.

« Debout, donc! aux armes! aux armes! pour assurer les fruits de notre glorieuse Révolution, pour livrer la dernière bataille de l'indépendance et de l'union italienne.

« Une armée mobile sera promptement organisée.

« Théodore Lecchi est nommé général en chef de toutes les forces militaires du gouvernement provisoire. Les illustres soldats de l'ancienne armée italienne ajouteront les glorieuses traditions de l'époque napoléonienne aux nouveaux fastes qui se préparent pour nos armes dans la grande lutte de la liberté.

« Combattants des barricades, à vous le premier poste! vous l'avez mérité. La discipline qui réglera votre conduite sans l'enchaîner vous fera accomplir en rase campagne des miracles aussi grands que ceux qui vous ont déjà mérité l'admiration du monde entier.

« Officiers et soldats qui avez servi dans les armées du plus grand guerrier du monde, Italien lui aussi, accourez pour combattre sous le drapeau de la liberté. Prouvez que vous vous êtes rajeunis dans la nouvelle jeunesse de votre patrie.

« Officiers et soldats, qui avez gémi sous la servitude et sous les verges de l'Autriche, venez démentir et effacer le passé sous la bannière tricolore, qui bientôt flottera des Alpes aux deux mers.

« Intrépides montagnards de la Suisse, qui venez de déposer les armes prises pour la défense de vos droits politiques, reprenez-les pour revendiquer avec nous les droits de l'humanité.

« Généreux Polonais, nos frères dans le malheur et dans l'espérance, accourez pour vous consoler dans nos embrassements, pour assurer votre triomphe par le nôtre. Il vient lentement, mais il vient le jour où ressusciteront tous les peuples opprimés, pour se régénérer dans la plus pure atmosphère de la liberté.

« Accourez pour combattre l'ennemi commun. Chaque coup dont vous le frapperez sera un gage de votre prochaine délivrance.

« Italiens.... Oh! vous êtes déjà accourus, et, serrés dans vos bras, nous nous sommes sentis plus sûrs de la victoire.

« Braves de tous les pays, venez, venez! Notre cause est celle de tous les hommes libres, de tous ceux qui comprennent la valeur de ces deux mots sacrés: *Patrie et Liberté*.

« Dieu est avec nous! Pie IX l'a prédit dans sa bénédiction de toute l'Italie; le peuple le proclame dans la robuste simplicité de son langage; les sages, éblouis par les miracles de cette héroïque semaine, le confessent. Dieu est avec nous!

« Aux armes! aux armes! Soyons vainqueurs encore une fois et pour toujours?

« Milan, 25 mars.

(Suivent les signatures des membres du Gouvernement provisoire.)

Cette proclamation est suivie de plusieurs décrets qui organisent la nouvelle administration, et font disparaître toutes les traces de l'administration autrichienne.

ESPAGNE. — On lit dans le *National*:

« La nouvelle d'une insurrection à Madrid, annoncée hier, s'est confirmée aujourd'hui. Il est certain, sans qu'on ait aucun détail à cet égard, qu'un mouvement sérieux a éclaté à Madrid dans la nuit du 25 au 26 mars. La mise en état de siège de la capitale a été immédiatement proclamée. On ignore encore l'issue de cette tentative révolutionnaire contre la dictature de Narvaez.

« Le bruit a également couru qu'un soulèvement avait eu lieu à Oporto. »

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG. — Un numéro extraordinaire du *Mémorial législatif et administratif* du Grand-Duché nous apporte la proclamation suivante:

« Luxembourgeois!

« Nous venons encore vous apporter des paroles de confiance et de concorde, des preuves de l'affection de notre souverain.

« S. M. le Roi grand-duc a décrété, par arrêté du 27 courant, que:

« Les réunions de l'assemblée de la révision de la Constitution seraient publiques;

« Que, dans le nouveau pacte constitutionnel seraient consacrés les principes fondamentaux:

« De la responsabilité des membres du Gouvernement;

« De la révision du système électoral pour la présentation nationale et pour les communes;

« De l'assentiment de la représentation à toute loi;

« De l'augmentation du nombre des députés dans la proportion de un sur 4,000 habitants;

« De la publicité des séances.

« Luxembourg, le 29 mars 1848.

« Le conseil du Gouvernement,

« DE LA FONTAINE, président; ULVELING, PESCATORE, SIMONS, membres; JURION, secrétaire-général.

RUSSIE. — On écrit de Saint-Petersbourg, le 13 mars, à la *Gazette d'Augsbourg*:

« Les événements de Paris ne sont connus que depuis dix jours, et déjà tout prend chez nous un aspect belliqueux. Tous les soldats en congé devront avoir rejoint leur corps le 1^{er} (13 avril). Le recrutement est terminé. Les recrues donneront à l'armée un renfort de 300 mille combattants. Il est probable qu'avant la fin du mois d'avril une partie de l'armée sera mobilisée et se concentrera dans la Pologne méridionale, à la frontière de la Silésie et de la Bohême. La garde suivra aussi ce mouvement, car le monarque, ces jours derniers, a félicité les officiers sur la campagne prochaine. »

L'empereur Nicolas, on le voit, ne peut pardonner à la révolution; il veut l'étouffer à tout prix. On rapporte de lui les discours les plus hautains, dans lesquels il annonce qu'il montrera aux républicains ce que c'est que la puissance de la Russie.

« Aucune nation, et la France moins que toutes les autres, peut-être, aurait-il dit, ne se doute des ressources financières et militaires de mon empire. Il me serait tout aussi facile de lever un million d'hommes, de leur faire traverser l'Allemagne et de tomber sur la France, qu'il m'était facile hier de prêter 50 millions à la Banque parisienne. Aujourd'hui c'est moi qui absorbe en ma personne toute la puissance et toute la concentration monarchique. Quand l'heure aura sonné, je montrerai que la Russie de Nicolas est digne de la Russie d'Alexandre. Malheur aux anarchistes s'ils nécessitent un nouveau partage de l'Europe! »

La France, heureusement, est habituée aux défis de l'absolutisme, et elle sait y répondre. Que l'empereur Nicolas lève douze millions de cosaques; qu'il tente d'envahir l'Europe, et il verra ce que vaut cette puissance, dont il est si fier, contre l'enthousiasme de la liberté et l'amour de la patrie.

SUÈDE. — « Stockholm, 21 mars :

« Notre capitale aussi vient d'être troublée par l'émeute. Le 18, jour du banquet de la Société réformatrice, des placards injurieux pour la personne du souverain furent affichés dès le matin. A trois heures, le roi fit sa promenade accoutumée, suivi seulement d'un groom. A sept heures, il vint à l'Opéra, et fut accueilli par les plus vives acclamations du public, qui demanda et chanta l'hymne au roi. Les convives du banquet, lequel s'était très-convenablement passé, assistaient en grand nombre au spectacle. A neuf heures, le roi, averti que des troubles commençaient, retourna au château; et en effet, des attroupements attaquaient les hôtels des ministres et les demeures de plusieurs membres de la Diète. Les détachements de la garnison avaient déjà des blessés. Le roi monta à cheval avec ses fils, et vint faire entendre des paroles paternelles à cette foule. Elle cria : « Vive le roi ! » et s'en alla recommencer les mêmes cris ailleurs. A une heure après-midi, elle était cependant complètement dispersée, et les troupes purent rentrer à leurs casernes.

« Le lendemain dimanche, de sinistres rumeurs circulaient. Le grand gouverneur fit publier une proclamation, laquelle annonçait une sévère répression, et un grand nombre de jeunes habitants de la capitale vinrent lui offrir leur concours. — Sur les quatre heures cependant, les attroupements de la veille recommençaient leurs violences, se disposaient à ouvrir les prisons et manifestaient des projets d'incendie. Le grand-gouverneur était vainement venu les avertir de leur danger. La cavalerie avait inutilement circulé. Plusieurs soldats avaient été atteints de coups de pierre et de pistolets, et même le commandant de la place était grièvement blessé. — Les sommations avaient été faites et point écoutées. Alors le feu fut commandé. La cavalerie chargea à fond et les troubles cessèrent.

« La garnison a trois morts, trois officiers, de vingt à trente soldats blessés. Les émeutiers ont une vingtaine de morts et trente blessés recueillis dans les hôpitaux. On ignore le nombre des autres.

« Hier, dès le matin, une nombreuse députation de l'ordre des paysans est venue témoigner au roi son dévouement. Plus tard, sont venues exprimer ces mêmes sentiments la grande députation des quatre ordres de la Diète, celle de la bourgeoisie de la capitale, et celle de l'association des ouvriers. Toutes ont remercié le roi de ce qui a été fait pour le rétablissement de l'ordre.

« L'un des principaux orateurs de l'ordre des paysans a menacé l'émeute d'une terrible intervention des populations rurales. Tous les militaires, membres de la Diète ou en congé ici, se sont mis à la disposition de l'état-major de la place. Un bataillon de jeunes volontaires, non militaires, s'est formé devant le château. La garde urbaine, infanterie et cavalerie, a offert ses services. La Bourse a ouvert une souscription pour les blessés.

« On se rend difficilement raison des éléments de cette sédition. Le parti réformiste est très-royaliste, et le toast du roi avait été accueilli avec enthousiasme au banquet. — Ce que la police avait pu apercevoir indique un amalgame de prohibitionnistes (qu'a irrités le nouveau tarif de douanes), de communistes, d'anarchistes à idées confuses. L'enquête judiciaire est commencée. »

Béranger aux électeurs du département de la Seine.

Mes chers concitoyens,

Il est donc bien vrai que vous voulez faire de moi un législateur. J'en ai douté longtemps. J'espérais que les premiers qui ont eu cette idée y renonceraient par pitié pour un vieil lard resté étranger jusqu'à ce jour aux fonctions publiques, et qui, pour s'en montrer digne, aura tout à apprendre à l'époque de la vie où l'on ne peut plus apprendre rien.

Des amis m'ont répété que refuser de pareilles fonctions serait une faute. Je crois le contraire. Mais, en effet, si c'est une faute, évitez-la moi, vous à qui je voudrais les éviter toutes.

Pour que l'étendue de ma popularité ne vous trompe pas plus sur ma valeur comme citoyen qu'elle ne me fait illusion sur mon mérite de poète, écoutez-moi bien, je vous prie.

Mes soixante-huit ans, ma santé si capricieuse, mes habitudes d'esprit, mon caractère gâté par une longue indépendance achetée chèrement, me rendent impossible le rôle trop honorable que vous voulez m'imposer. Ne l'avez-vous pas deviné, chers concitoyens ? Je ne puis vivre et penser que dans la retraite. Oui, je lui dois le peu de bon sens dont on m'a loué quelquefois. Au milieu du bruit et du mouvement, je ne suis plus moi ; et le plus sûr moyen de troubler ma pauvre raison, d'où peut-être est sorti plus d'un conseil utile, c'est de me placer sur les bancs d'une assemblée. Là, triste et muet, je serai foulé aux pieds de ceux qui disputeront la tribune, où je suis incapable de monter. Poser, parler, même lire, je ne le puis en public ; et pour moi, le public commence où il y a plus de dix personnes. Une circonstance de ma vie, mal interprétée par plus d'un, vous en fournira la preuve.

Un fauteuil à l'Académie française, ce corps illustre, uni-

que dans le monde, est, certes, la plus belle récompense que puisse ambitionner un écrivain. Eh bien ! cet honneur, j'ai constamment refusé de le rechercher, parce que je sais que mes habitudes de caractère et d'esprit ne s'arrangeraient pas des usages de cette compagnie, usages bien loin pourtant d'être aussi absolus que ceux d'une assemblée législative.

Mes chers concitoyens, j'ai été, depuis 1813, l'un des échos de vos peines et de vos espérances. Vous m'avez souvent appelé votre consolateur : ne soyez pas ingrats. En m'assignant une trop grande importance, vous ôterez à mes conseils le poids que leur donne ma position exceptionnelle. Dans les luttes politiques, le champ de bataille se couvre de morts et de blessés. Sans regarder au drapeau, en vrai soldat français, j'ai toujours aidé à enterrer les uns, à soigner les autres. Si je suis forcé de prendre une part active à ces luttes, je deviendrai suspect à ceux-là même à qui je tendrai une main fraternelle.

Ne m'arrachez donc pas à la solitude où, recueilli en moi-même, je vous ai semblé avoir le don de prophétie. Je ne suis pas de ceux qui ont besoin de crier en place publique : Je suis patriote ! je suis républicain ! Mais, me dira-t-on, il faut vous dévouer. Ah ! mes chers concitoyens, n'oubliez pas combien ce mot dévouement peut cacher d'ambition. Le dévouement véritable, utile, est celui qui s'étudie à ne nous faire entreprendre que ce dont nous sommes capables. Quant à l'égoïsme, si on m'en accuse, je laisserai répondre ma vie tout entière.

Venons aux idées que je puis avoir conçues dans ma retraite pour mener à bien l'œuvre démocratique que Dieu impose à la France, au profit des autres nations, ses sœurs bien-aimées. N'aurai-je pas toujours assez d'amis dans nos assemblées pour que ces idées s'y développent, si, en effet, elles méritent quelque attention ? Ma parole timide les compromettrait ; ces amis les feront valoir. Il faut des esprits jeunes, des cœurs jeunes pour triompher de tous les obstacles que le bien à faire va rencontrer encore. Quelques-uns de ces cœurs-là ne me seront-ils pas ouverts ?

Je vous en supplie donc, chers concitoyens, laissez-moi dans ma solitude. J'ai été prophète, dites-vous. Eh bien ! donc ! au prophète le désert. Pierre l'Ermite fut le plus mauvais conducteur de la croisade qu'il avait si courageusement prêchée, bien qu'il eût pour compagnon le brave Gautier-sans-Avoir, comme disaient les riches de ce temps-là.

Puis, n'est-il pas sage qu'à une époque où tant de gens se prétendent propres à tout, quelques-uns donnent l'exemple de ne savoir être rien. La nature m'a créé pour ce genre d'utilité, qui ne fait envie à personne.

Enfin, chers concitoyens, que l'ivresse du triomphe ne vous abuse pas. Vous pourrez avoir besoin encore qu'on relève votre courage, qu'on ranime vos espérances. Vous regretteriez alors d'avoir étouffé sous les honneurs le peu de voix qu'il me reste. Laissez-moi donc achever de mourir comme j'ai vécu, et ne transformez pas en législateur inutile votre ami le bon et vieux chansonnier.

A vous de cœur, chers concitoyens.

Passy, le 30 mars 1818.

BÉRANGER.

Faits Divers.

— La liste des gens qui touchaient des fonds secrets est, dit-on, entre les mains d'un fonctionnaire public. Nous demandons ce qu'on attend pour les livrer au pilori de la publicité ! — Nous savons qu'on remarque sur cette liste beaucoup de phrases ainsi conçues : « Au porteur, telle somme. » Mais il y a à côté des noms couchés tout entiers, et, sans être trop curieux, nous serions enchantés de les connaître, et que le public les connût.

Si nous sommes bien informés, une seule personne figurerait sur cette liste pour une somme de 9,000 francs en un mois : *Ab uno, disce omnes.*

— Il a été célébré le 18 mars, dans l'église de Santa-Croce, à Florence, en l'honneur des victimes de la Révolution de Février, un service funèbre, auquel ont assisté tous les Français résidant à Florence, un grand nombre d'étrangers et la garde civique de la ville. La légion de la République française en Toscane a adressé, à cette occasion, des remerciements aux officiers de l'état-major de cette garde, pour leur empressement et leur attitude sympathique.

— La mort vient encore de frapper une des vieilles gloires de l'Empire. Le général Fournier Sarlovère, qui avait gagné ses grades sur les champs de bataille de l'Europe et avait pris part à toutes nos grandes victoires, vient de succomber à l'âge de 72 ans, à la suite d'une longue et douloureuse maladie.

— On lit dans le *Sémaphore* de Marseille :

« La grève des ouvriers typographes a cessé. Un arrangement intervenu entre les chefs d'ateliers et les ouvriers a mis fin à un différend dont la ville s'était vivement préoccupée. L'esprit de justice des premiers et le bon sens qu'ont fini par montrer les seconds ont aplani les difficultés qui avaient donné lieu à ce débat. Les uns et les autres ont gagné à des explications franches, et il est permis de compter que la publicité ne sera plus suspendue. »

— On lit dans le *Moniteur* :

« Le public est averti qu'à partir du 1^{er} avril, toutes saisies-arrests ou oppositions sur les sommes dues par la liste civile de l'ex-roi des Français ou par son domaine privé, toutes significations de cessions et transports desdites sommes, ou toutes autres ayant pour objet d'en arrêter le paiement, doivent être faites, conformément à l'art. 13 de la loi du 9 juillet 1836, entre les mains du conservateur des oppositions au trésor public, pour les paiements à effectuer à la caisse du payeur central, et entre les mains des payeurs des départements sur les caisses desquels les mandats seront délivrés par les commissaires liquidateurs. »

— La société Meusienne s'est définitivement constituée. Elle se réunit aujourd'hui dimanche, rue du Paon-Saint-

André-des-Arts, 8. L'ordre du jour est la discussion d'un manifeste qui sera envoyé au département de la Meuse.

Bons Patriotiques.

Nos colonies apportent aussi leur tribut patriotique; les habitants de la ville de Blidah viennent d'offrir au Gouvernement provisoire, par l'entremise du général Cavaignac, une somme de 580 fr. destinée aux blessés de Février.

Un mandat de 221 fr. provenant d'une souscription de employés du domaine de la ville d'Alger vient également d'être adressé au Gouvernement provisoire. Déjà un premier envoi de 713 fr. 50 c. avait été remis le 10 mars.

— Le Gouvernement provisoire a reçu les offrandes suivantes :

Les francs-maçons de la loge Isis-Monthyon, 1,000 fr.

Les ouvriers de la papeterie de la Glacière, 120 fr.

— La 2^e compagnie du 2^e bataillon de la 11^e légion a fait déposer aujourd'hui à la mairie du 11^e arrondissement soixante fonds de masse, dont 100 fr. sont destinés à la crèche de Bethléem, et le reste à venir en aide à l'Etat.

La 1^{re} compagnie de sapeurs-pompiers est venue prévenir M. le maire du 11^e arrondissement qu'outre les soupes qu'elle donnait déjà aux pauvres, elle en fournirait encore quatre, qu'elle mettait à la disposition de la mairie.

— La compagnie de voltigeurs du 2^e bataillon, 2^e légion dissoute par la nouvelle organisation, a décidé, le 21 mars, que sa masse en caisse serait déposée à la mairie pour servir à l'habillement des gardes nationaux nouvellement inscrits.

En conséquence de cette décision, la somme de 550 fr. 60 c. a été versée par le capitaine Ponserry.

— Sur la proposition de M. Gaillot, chasseur du 1^{er} bataillon, 1^{re} compagnie de la 2^e légion, une collecte a été faite dans la compagnie par lui et MM. Luquet, Monneret et Picot ses camarades ; elle a produit 633 fr. 50 cent. La moitié a été offerte au Gouvernement provisoire, et l'autre au comptoir d'escompte.

— Le docteur Ph. B., l'un des rédacteurs du *Siccle*, a fait à l'Etat l'offre du douzième de son traitement à ce journal, pendant trois mois, à dater du 24 février... Il vient d'effectuer son premier versement mensuel à la mairie de son arrondissement.

— On lit dans la *Démocratie du Midi* :

« Le jour même où deux dépêches télégraphiques annonçaient à notre ville la formation d'un Gouvernement provisoire et la constitution de la République, M. Bellue, libraire écrivain au vénérable Dupont (de l'Eure), président du conseil, pour lui déclarer qu'il abandonnait à l'Etat sa modeste pension de 200 fr. qui lui avait été accordée en 1815 pour les blessures reçues au service, en combattant les armées autrichiennes. Il faisait don de cette pension pour tout le temps où la France serait menacée de la guerre, et il pria le président du conseil de disposer immédiatement du premier trimestre en faveur des blessés des 23, 24 et 25 février.

« Ce n'est pas la première fois que le citoyen Bellue prend cette initiative. En 1830, il fit un abandon semblable, et une partie de sa pension fut donnée aux blessés de Juillet.

« Nous avons sous les yeux la réponse que le maréchal Soult a écrite à cette occasion.

« Espérons qu'à l'avenir de pareils actes de désintéressement cesseront d'être rares.

« La forme républicaine inspire et développe tous les sentiments généreux. »

— Les gardes nationaux composant la 3^e compagnie de chasseurs de Batignolles-Monceaux (avant l'établissement des nouvelles circonscriptions) se sont réunis le jeudi 30 mars, sous la présidence de leur capitaine, et ont voté par acclamation, le don d'une somme de 800 francs, déposée sur livret, à la Caisse d'épargne, pour être distribuée, à titre de secours, aux indigents de leur commune, par les soins du maire.

— Les employés du roulage de Paris, désirant venir en aide au Gouvernement provisoire, ont décidé de lui offrir une journée de leurs appointements.

Une réunion générale des souscripteurs aura lieu le dimanche 2 avril, à 3 heures précises, à la Douane, pour de la se rendre près du Gouvernement provisoire.

— Les offrandes suivantes ont été versées à la mairie du 2^e arrondissement :

Les ouvriers de la maison Boulanger, 150 fr. — A. Roger, homme de lettres, 50 fr. — Cinq domestiques de la rue Lepelletier, 21. — Un maître et quelques élèves du collège Sainte-Barbe, 25 fr. — Mme Sélar, 53, rue de Larochehoucault, 50 fr. — M. Farille, 53, rue Saint-Georges, 20 fr. — La 1^{re} compagnie du 2^e bataillon de la 2^e légion, par les mains de M. Fayard, trésorier, 300 fr. — Les onze employés de la Cérés, société d'assurances mutuelles contre la grêle, premier versement de leur cotisation mensuelle, 58 fr. — Total, 671 francs.

— Les employés du ministère de la marine, par un mouvement de généreuse initiative, viennent de faire spontanément l'abandon d'une journée de paye, dont le montant sera versé à titre de don patriotique au trésor de la République.

Déjà les employés de la même administration s'étaient empressés de consacrer aux blessés et aux travailleurs sans ouvrage une somme de 2,700 fr., produit d'une collecte faite entre eux le lendemain des glorieuses journées de Février.

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 53, quai des Augustins.